



LIMINAIRES FO DGFIP et CFTC DGFIP du 7 avril 2011

L'aménagement des salles de convivialités, est un sujet extrêmement révélateur du mode de fonctionnement de notre direction locale dans la création des SIP. (vaines promesses et absences de fonds).

De nombreuses salles ont été programmées depuis la création du premier SIP. Malgré les multiples engagements oraux et écrits pris par la direction locale, Qu'en est-il à ce jour ? RIEN. Malgré l'attente très importante des agents à ce sujet et par exemple la décision récente et provocatrice de la direction d'interdire l'accès aux agents de la Cité administrative d'une salle de convivialité.

Comptez vous respectez votre parole ?

On évoque des problèmes de financement, mais comment programmez vous les dépenses ? existe-t-il un budget prévisionnel ?

De plus, demander au CHS de financer ces projets relève également du plus grand mépris pour ce comité dont le budget et les tâches sont tout autres. Il s'agirait plutôt dans un premier temps entre autre de veiller à mettre à jour les différentes fiches d'alertes, plans d'évacuation, respect des signalétiques, entretien des DAE, respect des dates de révision des extincteurs...

Je vous rappelle qu'il s'agit d'obligations légales et qui s'imposent à tous.

Ainsi dans le droit fil de cette inaction, se pose également le problème de la trésorerie du CHI qui va sous peu déménager.

Car dans la future trésorerie hospitalière de Toulon les agents ont été oublié, les problèmes se posent et ils sont nombreux.

Pourtant les plans de cette trésorerie sont connus depuis longtemps, enfin, pour la direction, car comme d'habitude il y a eu absence de communication ou plutôt dissimulation des plans.

Ainsi les open spaces ne sont plus des espaces de travail reconnu par la Direction Générale. Notre direction locale feint de le découvrir et se dissimule derrière le fait que lors du début des travaux, il était possible de créer des opens spaces.

Etonnant d'entendre la direction dire aux agents qu'ils doivent s'adapter et être réactifs alors qu'elle n'applique pas ses propres préceptes.

Qu'en est-il également des problèmes d'acoustique que les agents ne manqueront pas de rencontrer et qui ne sont même pas discutés à ce jour ou

alors en catimini lors de réunions informelles pour dire quoi ? Peut-être qu'il n'y a pas d'argent et que donc rien ne sera fait.

Qu'en sera-t-il des possibilités de stationnement, pour les parents par exemple ? aucune réponse comme d'habitude.

A-t-on mesuré l'impact de l'intégration de la trésorerie sur le site de l'hôpital en terme de flux à l'accueil et si ce rapprochement aura un impact sur le nombre de consignation des valeurs détenues par les malades lors de leur hospitalisation ? Non bien entendu.

La liste n'est pas exhaustive, c'est la raison pour laquelle FO DGFIP, la CGT FINANCES PUBLIQUES et la CFTC DGFIP réitèrent leur demande d'une réunion pour aborder ce sujet.

En ce qui concerne l'acoustique, le service des dépôts de fonds à Besagne est actuellement en souffrance. Encore une fois les agents n'ont pas été entendus et leur seule arme fut de pétitionner. Que comptez vous faire pour que cessent ces nuisances sonores ?

En terme d'actions, nous entendons des actions efficaces et non pas programmer le passage d'un architecte à une heure où les machines à l'origine du bruit ne fonctionnent pas.

Sous peu également va s'opérer le transfert des CFE vers les SIE. FO DGFIP et la CFTC DGFIP souhaitent connaître les directives qui ont été donné pour permettre cette opération.

Une politique d'admission en non valeur fixée par la direction a-t-elle été préconisée dans le respect de l'équité fiscale ? FO DGFIP et la CFTC DGFIP souhaitent que cette action n'ait pas pour objectif non plus de dissimuler aux SIE le volume réel de travail ainsi récupéré sans attribution d'agents supplémentaires.

De plus, La CGT FINANCES PUBLIQUES, FO DGFIP et la CFTC DGFIP ne sont pas dupes et dénoncent les Groupes de Travail « accueil GFU » qui nous ont été présentés comme une initiative départementale en réponse aux demandes des OS, elles-mêmes alertées par les agents de guichet et de caisse de différents sites.

Ces « initiatives » ne sont rien d'autres que la stricte application des consignes nationales visant à essayer de préserver la paix sociale et démontrer que la Direction Générale est à l'écoute de ses agents.

Sur le sujet des ponts naturels, FO DGFIP et CFTC DGFIP comme la CGT réclament la possibilité de fermer tous les services au public afin que les agents soient libres de travailler ou pas les 3 juin , 15 juillet et 31 octobre 2011.

Enfin FO DGFIP et la CFTC DGFIP relèvent que plus de trois mois après la création de la DDFIP le site départemental n'est toujours pas mis à jour.